

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure et mesures d'urgence
Société ECOVALOR
Commune de Brenouille**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 124-4, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le Code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2008 délivré à la société ECOVALOR pour l'exploitation d'installations de transit, de prétraitement et de valorisation de déchets industriels sur le territoire de la commune de Brenouille à l'adresse suivante : zone industrielle de Brenouille, 375 allée des Artisans ;

Vu l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2008 précité qui dispose :

« L'exploitant doit disposer de moyens nécessaires pour pouvoir interrompre, si nécessaire, tout rejet d'effluents dans le milieu naturel.

L'exploitant doit être en mesure de confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. En cas d'incendie, les eaux d'extinction incendie seront évacuées de façon gravitaire pour être prises en charge par le réseau d'eaux pluviales interne et dirigées vers le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries de 465 m³ (ce bassin communique avec le bassin d'eau incendie de 360 m³).

[...]

L'exploitant établira une procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli et qu'il peut recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie.

[...]

Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement approprié permettant de satisfaire les valeurs limites de rejets prescrites ou être traitées dans un centre extérieur dûment autorisé » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 modifiant les conditions d'exploitation de la société ECOVALOR pour ce même site ;

Vu l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 précité qui dispose :

« L'auvent est organisé de façon à stocker des déchets sur palette.

Ce stockage a une surface maximale de 144 m² sur une hauteur maximale de 2,1 m. Il est composé de 7 rangées de stockage, matérialisées au sol, comprenant :

- rangée 1 : stockage DEEE et big-bags de poudre d'extincteur ;*
- rangée 2 : GRV vides ;*
- rangée 3 et 4 : stockage de flexibles ;*
- rangée 5, 6 et 7 : stockage de solide à broyer.*

Le stockage est distant d'au moins 8 mètres de la paroi de l'atelier adjacent.

Deux bennes de 35 m³ sont dédiées au stockage de pots acryliques non dangereux.

Un stockage d'extincteurs, d'une surface de 24 m² et d'une hauteur de 2,1 m est présent au nord de la zone » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 14 novembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

– un stockage d'extincteurs était entreposé sur une zone qui ne lui est pas dédiée sous l'auvent. Il a également été constaté qu'un stockage de GRV vides était attenant à la paroi de l'atelier adjacente alors que tout stockage doit être distant d'au moins 8 mètres de cette paroi. De ce fait, les conditions de stockage constatées sous l'auvent ne correspondent pas, dans leur totalité, à ce qui est prescrit à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 ;

– une pompe à énergie électrique est située dans la fosse à eaux sales. Cette pompe permet de transférer les eaux situées dans la fosse à eaux sales de 50 m³ vers le bassin de 465 m³. La pompe n'est pas secourue en cas de coupure électrique donc le volume de confinement se limite à la fosse de 50 m³. L'inspection a également constaté que le bassin de 465 m³ était rempli d'eau. Ce bassin doit être utilisé pour le confinement des eaux d'extinction. Le volume minimal pour le confinement n'est pas présent. De ce fait, la disponibilité du volume de 220 m³ pour le confinement des eaux d'extinction n'est pas assuré conformément à l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 ;

– du fait de l'utilisation d'une pompe à énergie électrique pour le transfert des eaux situées dans la fosse à eaux sales de 50 m³ vers le bassin de 465 m³, les eaux d'extinction incendie ne sont pas évacuées de façon gravitaire jusqu'au bassin de 465 m³ conformément à l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 ;

– l'exploitant ne disposait pas d'une procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli et qu'il peut recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie conformément à l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 ;

2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 et de l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2008 précité ;

3. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ECOVALOR de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 et de l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

4. D'autre part, les manquements relatifs au bassin de confinement des eaux d'extinction constituent des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, les eaux d'extinction ne pouvant pas être retenues par le bassin de confinement, en situation accidentelle, si celui-ci est plein. Ces eaux pourraient ainsi être rejetées au milieu naturel par débordement ;

5. Il convient, en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, de prescrire la mise en œuvre d'actions correctives rendues nécessaires par les causes et les conséquences du non-respect des prescriptions techniques applicables aux installations exploitées par la société ECOVALOR ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société ECOVALOR exploitant une installation de transit, de prétraitement et de valorisation de déchets industriels sur la commune de Brenouille (60), ci-dessous dénommée exploitant, dont le siège social est situé zone industrielle de Brenouille, 375 allée des Artisans à Brenouille (60870), est mise en demeure, de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 susvisé en respectant les conditions de stockage prescrites sous l'auvent dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 susvisé en :

- s'assurant de la disponibilité effective d'un volume de 220 m³ pour le confinement des eaux extinction incendie du site dans le bassin de 465 m³, dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté ;
- disposant d'une procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli et qu'il peut recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie, dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 susvisé en mettant en œuvre les moyens nécessaires afin de disposer de façon permanente d'une évacuation gravitaire des eaux d'extinction jusqu'au bassin de 465 m³ dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

Indépendamment des actions engagées pour répondre aux dispositions des articles 1 à 3 du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 5 du présent arrêté. Ces dispositions font suite au non-respect de prescriptions techniques relatives à l'évacuation gravitaire des eaux d'extinction, rendues applicables à l'installation par l'article l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 susvisé.

Article 5 :

L'exploitant met en place des mesures permettant d'assurer en toutes circonstances (y compris incendie) le transfert des eaux de la fosse à eaux sales vers le bassin de 465 m³, dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 5 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 7 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télécours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 8 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Brenouille pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Brenouille fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la sous-préfète de Clermont, le maire de la commune de Brenouille, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **10 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société ECOVALOR

La sous-préfète de Clermont

Le maire de la commune de Brenouille

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef, de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

